

Séparation + divorce dans la famille paysanne

La dissolution d'un mariage pose de nombreuses questions. Il en va en particulier de la procédure judiciaire et du règlement des effets du divorce. Le présent aide-mémoire concerne surtout la procédure et les suites de la séparation et du divorce.

Sommaire

Première étape: la séparation	2
De la séparation au divorce	2 – 3
Réglementation des effets du divorce	3 – 4

Impressum

Editeur	AGRIDEA Jordils 1 CH-1001 Lausanne T +41 (0)21 619 44 00 F +41 (0)21 617 02 61 www.agridea.ch
Auteur-e-s de la 1 ^{ère} édition	Silvia Hohl, Rheineck
Auteur-e-s de la 2 ^e édition	Rita Helfenberger, Irmgard Hemmerlein, Ueli Straub, AGRIDEA
Expert-e-s de la 2 ^e édition	Dr. jur. Esther Lange-Naef, avocate, Winterthur; Anne Challandes, avocate et paysanne, Fontainemelon
Layout	Michael Knipfer, AGRIDEA



En général, les exploitations agricoles sont des entreprises familiales. Les époux et leurs enfants vivent et travaillent dans l'exploitation. Le plus souvent, un des époux est seul propriétaire de l'exploitation qu'il a en général reprise de ses parents. Les épouses proviennent souvent d'un autre environnement social. Certaines disposent d'une formation agricole ou la suivent pendant le mariage. Elles mettent leur force de travail et leur temps au service de l'exploitation. La charge de travail est importante, il est souvent difficile voire impossible d'avoir du temps libre, des vacances ou des loisirs. Dans ces conditions, le temps à consacrer à la relation du couple est très limité. Les raisons conduisant à la dissolution d'un couple d'agriculteurs sont aussi diverses que dans le reste de la population. Mais la grande charge que subissent les deux partenaires joue souvent un rôle important.

Même si c'est une étape particulièrement importante, le divorce présente parfois une solution meilleure que de maintenir à tout prix une union malheureuse. Il peut ouvrir de nouvelles perspectives en matière de situation financière et personnelle. La dissolution d'un mariage, qui entraîne la rupture du lien personnel et la fin de la vie commune, provoque malgré tout une crise étendue qui touche tous les membres de la famille. Souvent, un des époux, ou les deux, ont besoin de conseils qu'ils peuvent obtenir auprès d'un office de consultation conjugale ou familiale, d'un service consultatif agricole, d'un cabinet d'avocats spécialisés en droit de la famille ou d'une médiation.

Première étape : la séparation

Les époux qui décident de vivre séparés peuvent régler la situation de plusieurs façons.

Dans la pratique actuelle, chaque époux peut se séparer et quitter le domicile conjugal sans nécessité d'un motif particulier (art. 175 et 176 CC). L'époux qui refuserait la séparation n'a pas d'autre choix que de se faire à la situation.

La convention de séparation

Les époux décident qu'ils ne veulent plus habiter ensemble. Ils se séparent par dissolution du ménage commun. Ils peuvent convenir des effets de la séparation : contribution d'entretien, répartition des tâches, logement, garde et soin des enfants, contribution d'entretien pour les enfants, droit de visite, etc. Ils fixent leur arrangement dans une convention de séparation écrite. Le couple n'a pas besoin de demander une décision de séparation au juge. Il s'agit d'une séparation de fait (pas de corps). Il faut savoir que celle-ci peut être modifiée à tout moment, soit par accord mutuel, soit si l'un des époux en fait la demande au juge.

La requête de protection de l'union conjugale auprès d'un juge

Si les époux se sont accordés sur une convention de séparation, ils peuvent la transmettre au juge et demander qu'il la valide. Si les époux ne peuvent pas se mettre d'accord sur la séparation et/ou sur ses effets, chacun a le droit d'introduire une demande de protection de l'union conjugale auprès du juge (art. 171ss CC). Cette procédure se déroule en général avec l'assistance d'un avocat. Le juge se prononce alors sur les points pour lesquels les époux n'ont pas pu se mettre d'accord. Ceux-ci doivent établir leurs demandes et les transmettre au tribunal. Après quoi, le juge rend sa décision.

Les points suivants sont réglés dans un jugement de séparation :

- Contribution d'entretien d'un époux envers l'autre
- Attribution du logement familial et des ustensiles du ménage
- Organisation de la séparation des biens
- Droit de garde des enfants mineurs et droit de visite.

La requête de protection de l'union conjugale a aussi du sens lorsque les époux n'envisagent pas forcément de divorcer tout de suite mais souhaitent organiser leur quotidien et leurs relations pour la suite, en particulier s'ils ont des enfants. Elle peut également alléger la situation lors d'une période difficile.

La séparation de corps selon l'art. 117 CC

Un couple peut se séparer judiciairement pour une durée indéterminée, s'il souhaite vivre séparément de manière définitive sans que le divorce ne soit prononcé (p. ex. pour des motifs religieux). Cette procédure de séparation est très rare actuellement. Elle aboutit à la séparation de biens.

Les avantages de la séparation

La séparation n'entraîne pas la dissolution du mariage. Les parents gardent tous deux l'autorité parentale sur les enfants communs mineurs. Ils ne peuvent en revanche plus se représenter mutuellement pour les affaires de l'union conjugale. Les époux sont imposés rétroactivement au début de l'année.

Les époux peuvent profiter de la durée de la séparation pour faire le point. La distance qu'elle offre permet de considérer la situation plus calmement et de façon plus détachée.

Si les époux souhaitent demander l'autorité parentale conjointe lors du divorce, la période de séparation leur permet de mettre sur pied des solutions qui conviennent à leurs enfants et ont fait leur preuve. La séparation est souvent la première étape avant le divorce mais les époux peuvent en tout temps décider de faire machine arrière.

De la séparation au divorce

S'il s'avère, pendant la séparation, qu'une réconciliation est exclue ou si les époux savent, sans séparation préalable, que leur mariage n'a plus d'avenir, le divorce peut être envisagé.

Si les époux s'accordent au moins sur le principe du divorce, ils peuvent déposer une requête de divorce commune auprès du tribunal compétent (art. 111 et 112 CC). Si l'un des époux s'oppose à la demande de divorce de son conjoint, celui-ci ne peut la déposer qu'après une période de séparation de deux ans au moins (art. 114 CC). Passé ce délai, il est en effet possible de demander le divorce de façon unilatérale. Si la continuation du mariage est devenue insupportable, il n'est pas obligatoire de respecter le délai de deux ans (art. 115 CC). Cette situation se produit relativement rarement. Les motifs qui peuvent rendre la poursuite du mariage insupportable doivent être graves (p. ex. actes pénalement répréhensibles contre le partenaire). L'infidélité ne constitue pas un tel motif. Lorsque le mariage débouche sur un divorce, il existe trois procédures :

- *Divorce sur requête commune* avec accord complet sur les effets (art. 111 CC). Dans ce cas, le juge entend les époux ensemble et séparément et s'assure que la demande de divorce et la convention sur ses effets sont bien le résultat de leur libre choix.
- *Divorce sur requête commune* avec accord partiel ou sans accord sur les effets (art. 112 CC). Dans ce cas, le juge s'assure de la libre volonté de divorcer des deux époux et se prononce sur les effets du divorce sur lesquels subsiste un désaccord.
- *Divorce sur demande unilatérale* (art. 114 CC). Dans ce cas, la demande de divorce peut être déposée après un délai de séparation de deux ans au moins et le divorce est prononcé par le juge. Il fixe les effets du divorce dans la mesure où les époux ne se sont pas accordés. En effet, une convention sur les effets du divorce peut être établie entre les époux même pendant la procédure de divorce, que ce soit avec l'aide du juge ou des avocats.

Réglementation des effets du divorce

La réglementation des effets du divorce constitue le noyau central de chaque divorce. Elle peut être réglée d'un commun accord par convention ou au contraire déterminée par le tribunal.

Les points suivants doivent être réglés dans la procédure de divorce :

- Liquidation du régime matrimonial = partage des biens des époux
- Attribution du logement familial
- Définition de la contribution d'entretien après le divorce à l'ex-époux selon l'art. 125 CC, éventuellement avec clause d'adaptation en cas de concubinage ou de gain supérieur
- Répartition des droits et devoirs des parents, qui comprennent :
 - L'autorité parentale (éducation, formation et représentation légale des enfants, ainsi que l'administration de leurs biens, comprend en général aussi la prise en charge par les parents)
 - La garde et l'entretien des enfants (entretien quotidien des enfants et compétence de décider du lieu de résidence des enfants)
 - Le droit de visite (en faveur du parent qui n'a pas la garde)
 - La contribution d'entretien pour les enfants
- Le partage de l'avoir de prévoyance professionnelle, qui a été financé pendant le mariage
- Le paiement des frais de justice et des dépens.

Liquidation du régime matrimonial

Chaque divorce implique la liquidation du régime matrimonial. Il s'agit de partager les biens des époux selon le régime matrimonial auquel ils sont soumis. En général, le régime ordinaire de la participation aux acquêts s'applique, sauf si les époux ont adopté un autre régime matrimonial (communauté de biens ou séparation de biens) par contrat de mariage.

La liquidation du régime matrimonial (ici la participation aux acquêts) comporte plusieurs étapes :

- *Détermination des biens des époux au jour déterminant* (actifs moins passifs). Les actifs sont estimés à la valeur vénale, sauf l'exploitation agricole qui est estimée à la valeur de rendement pour autant que l'époux propriétaire continue de l'exploiter lui-même ou que le conjoint survivant, resp. un descendant soit en droit d'exiger qu'elle lui soit attribuée entièrement (art. 212, al. 1 CC).

Services importants

- Services communaux ou cantonaux de conseil matrimonial (renseignent sur les avocats)
- Services de conseil et associations agricoles publics et privés
- Groupements d'entraide (p. ex. sous www.selbsthilfe-schweik.ch)
- Services sociaux des communes ou services de conseil œcuméniques
- Registres cantonaux des avocats et avocates
- Services cantonaux de recouvrement et d'avance des contributions d'entretien

- *Séparation des biens propres des époux*. En font partie : les effets personnels, les biens possédés avant le mariage ou reçus gratuitement pendant le mariage (p. ex. héritage ou donation), les indemnités pour tort moral, le remploi des biens propres.
- *Détermination des masses grevées par les dettes*. Une dette greève la masse de biens en relation avec laquelle elle existe. Dans le doute, elle greève les acquêts.
- *Calcul des récompenses*. Elles donnent lieu à une compensation lorsqu'un bien appartenant à une masse est investi dans l'autre masse, que ce soit pour acquérir, améliorer ou entretenir cette masse.
- *Participation proportionnelle à la plus-value*. Si un époux a versé de l'argent à l'autre sans contrepartie (p. ex. sans intérêts) pour un investissement qui a connu une plus-value, il a droit à une participation proportionnelle. S'il n'y a pas de plus-value, il a droit au remboursement du montant qu'il a investi.
- *Calcul du bénéfice*. Ce qui reste après avoir soustrait les dettes de la valeur totale des acquêts, y compris les réunions et récompenses, constitue le bénéfice (art. 210 CC.)

Le bénéfice est partagé en deux si rien d'autre n'est prévu (art. 215, al. 1 CC). Exception importante : le conjoint du propriétaire d'une exploitation agricole ne doit partager ses acquêts et verser une plus-value à l'autre que dans la mesure de ce qu'il lui devrait si l'entreprise était estimée à la valeur vénale (art. 212, al. 2 CC).

Attention fardeau de la preuve : tous les biens d'un époux appartiennent à ses acquêts s'il n'apporte pas la preuve du contraire (art. 200, al. 3 CC) – il est donc très important de garder en lieu sûr les contrats et les extraits de banque concernant ses biens propres.

Attribution du logement

Les époux peuvent régler l'utilisation future du logement familial en fonction des relations familiales établies. Lorsqu'une entente est impossible, mais que l'un des époux a besoin du logement familial pour les enfants ou pour une autre raison importante, le tribunal peut l'autoriser à utiliser le logement (même s'il n'en est pas propriétaire) ou lui transférer les droits et les devoirs inscrits dans le contrat de bail. Il est donc possible que le chef d'exploitation continue de diriger son entreprise mais habite ailleurs et que ce soit l'épouse et les enfants qui résident sur l'exploitation. Mais dans l'agriculture, l'épouse et les enfants quittent souvent le logement et donc l'environnement agricole.

Attribution de l'autorité parentale et du droit de garde des père et mère

Le bien-être des enfants est la première priorité dans l'attribution par le juge de l'autorité parentale. Cela signifie que l'enfant doit vivre avec le parent qui est le plus à même d'assurer son bien-être. Le parent qui n'a pas la garde des enfants se voit attribuer un droit de visite.

Si les parents en font la demande commune, le juge doit l'examiner et déterminer si le bien-être de l'enfant est assuré. Dans ce but, il peut administrer des preuves ou par exemple donner mandat pour un rapport. Dès l'âge de 6 ans, l'enfant peut aussi être entendu par le tribunal. En fonction de son âge, son souhait, quant au parent auprès duquel il désire vivre, n'est pas décisif, mais a une signification déterminante.

Fixation des contributions d'entretien

Il faut faire la distinction entre les contributions d'entretien après le divorce pour l'ex-époux au sens de l'art. 125 CC et les contributions d'entretien pour les enfants au sens de l'art. 133 CC. En cas de remariage, le devoir de verser la contribution d'entretien de l'ex-époux s'éteint, de même après un concubinage de cinq ans. La contribution d'entretien pour les enfants ne prend fin que lorsque la première formation est terminée dans des délais normaux.

La loi ne fixe pas de montant déterminé pour la **contribution d'entretien de l'ex-époux**. L'article 125 CC énumère quelques critères pour en fixer la mesure. Ceux-ci portent entre autres sur les revenus et la fortune des époux, la répartition des tâches pendant le mariage, l'âge, l'état de santé, la durée du mariage, la formation, l'ampleur et la durée de la prise en charge des enfants qui doit encore être assurée, les attentes de l'assurance-vieillesse, etc. S'il ne dispose pas d'un revenu suffisant, le débiteur de la contribution gardera au moins le minimum vital, tant que le bénéficiaire pourra toucher l'aide sociale. Cette pratique est actuellement très critiquée.

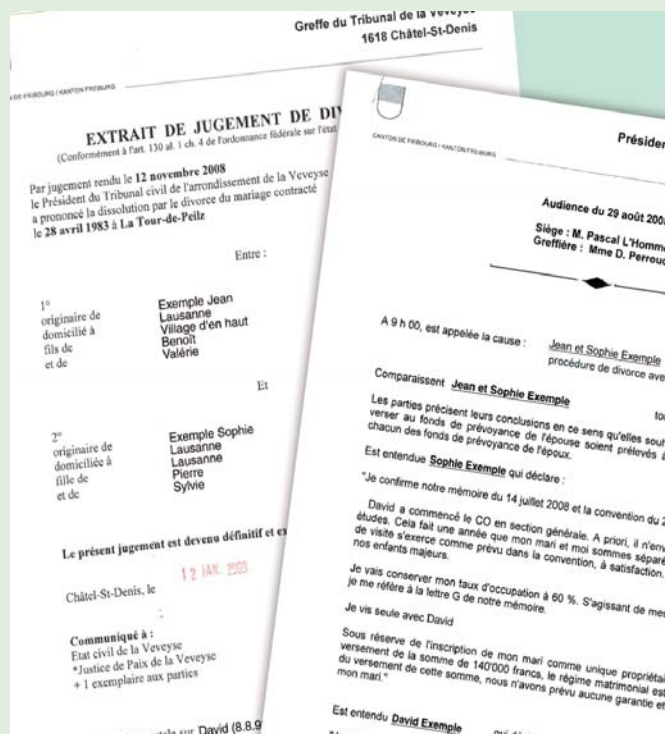
La situation de départ pour l'obligation de payer une contribution d'entretien est celle dans laquelle un époux consacre son temps aux enfants et l'autre est actif professionnellement. Une jurisprudence du Tribunal fédéral prévoit que le parent qui s'occupe des enfants n'a pas besoin d'avoir une activité professionnelle jusqu'à ce que l'enfant le plus jeune atteigne l'âge de 10 ans. De la 10^e à la 16^e année du plus jeune, l'activité professionnelle peut être de 30 – 50%. Ensuite, une activité professionnelle à 100% peut être demandée si d'autres raisons ne s'y opposent pas comme l'âge ou l'état de santé. Le retour à la vie active entre 45 et 50 ans est considéré comme en principe possible.

Les contributions d'entretien pour les enfants sont déterminées selon le revenu du débiteur. Selon la pratique, les pourcentages suivants sont appliqués comme règle de base : 17% pour un enfant, 27% pour deux enfants, 35% pour trois enfants, 40% pour quatre enfants. Ils sont calculés sur le revenu net du parent pour un emploi à 100%.

Cependant les frais effectifs pour les enfants, qui peuvent être établis dans un budget, servent de base pour le calcul. Il peut être fait référence à des tables, comme par exemple celle du service pour la jeunesse et l'orientation professionnelle du canton de Zurich (besoins d'entretien moyens sous www.ajb.zh.ch). Font partie du budget :

- Montant de base par enfant, par classe d'âge
- Suppléments comme primes d'assurance maladie, frais scolaires, argent de poche, etc.
- Participation aux frais de logement et autres frais qui concernent à la fois le parent et l'enfant (énergie, téléphone, Internet, etc.)
- Participation à l'entretien de l'enfant
- Participation aux éventuels suppléments.

S'il arrive que la contribution aux frais d'entretien n'est pas payée, le parent en charge peut s'adresser à l'autorité compétente pour l'avance et le recouvrement des contributions alimentaires ou à la commune. Il doit pouvoir présenter un jugement qui fixe le montant de la contribution.



Qu'en est-il de la prévoyance vieillesse ?

AVS/AII/APG : Les revenus soumis à l'AVS de chaque conjoint pendant le mariage sont partagés à part égale entre les deux conjoints et inscrits sur leur compte AVS individuel (splitting). **Prévoyance professionnelle selon la LPP** : Selon l'art. 122 CC, chaque époux a droit à la moitié des prestations de sortie acquises pendant le mariage par l'autre conjoint. Si un cas de prévoyance est déjà survenu (décès, invalidité ou âge), le partage n'est plus possible. Le droit au partage est alors remplacé par une indemnité équitable fixée en conséquence (art. 124 CC). Après un divorce, une vérification de la couverture d'assurance s'impose !

Renseignements supplémentaires

- « Le couple dans l'exploitation agricole, Questionnaire sur des aspects personnels et relatifs à l'exploitation », AGRIDEA, 2013, 32 p., Fr. 6.– à commander chez AGRIDEA, 1001 LAUSANNE, 021/619 44 00, info@agridea.ch; www.agridea.ch
- BAUMANN K., LAUTERBURG M., « Divorce, caisse de pension, AVS/AI, ce qu'il vous faut savoir », éd. de la Conférence suisse des déléguées à l'égalité, 3^e édition, Berne, 2007. Téléchargeable gratuitement sur www.equality.ch.
- BODENMANN G., « Le dépistage du divorce », éd. St Augustin, 2003, 145 p.
- ZIRILLI A., « Le couple devant la loi, Mariage, union libre, PACS – Divorce, veuvage », Bon à Savoir, 2014, à commander chez Bon à Savoir, Service des commandes, CP 150, 1001 Lausanne ou sur www.bonasavoir.ch